

1. En avril 1994, j'étais à l'EM de l'Armée, service G1, comme officier au secrétariat de l'EM. J'occupais ce poste depuis début janvier de la même année, suite à une mutation. J'étais commandant du bataillon Huye avant cette date. Je suis resté à l'EMAR jusqu'au début du mois de mai 1994. J'ai ensuite repris le commandement du bataillon Huye. J'ai quitté l'Etat major vraisemblablement pour relever un officier qui était resté au front actif pendant presque un mois sans repos mais aussi pour injecter un élément relativement frais dans les combats. J'étais supposé être plus rentable comme commandant de troupes que comme « administratif ». Quand j'arrive au Bn Huye, la situation des effectifs du bataillon est alarmante. Les militaires répondant à l'appel à Kigali ne représentent même pas la moitié de l'effectif normal du bataillon. Et les sous-quartiers de compagnie au quatre coins de la ville. Où sont passés les soldats ? Il y a bien sûr les morts et les blessés d'un mois de combat, mais il y a surtout des absents sans motifs connus qui souvent, sous prétexte d'aller mettre les leurs en des lieux plus ou moins calme, ont abandonné le front des combats pour ne plus revenir. Il y en d'autres qui profitant du manque de contrôle des présences consécutif à l'instabilité de la situation tactique pour se dérober de la ligne de contact. L'inexistence d'une unité de police militaire à Kigali a favorisé cet état de chose.

2. L'état major de l'Armée a à sa tête le chef d'EM, coordinateur du travail des chefs de bureaux qui sont schématiquement :

- G1 : responsable du personnel,
- G2 : responsable du renseignement,
- G3 : responsable de l'instruction, de l'entraînement et des opérations militaires
- G4 : responsable de la logistique et du patrimoine.

L'EM a sous ses ordres les différents commandements des secteurs d'opération et des unités indépendantes.

A l'époque, les secteurs étaient :

- Le secteur opérationnel de la ville de Kigali
- Le secteur opérationnel de Ruhengeri
- Le secteur opérationnel de Gisenyi
- Le secteur opérationnel de Byumba
- Le secteur opérationnel de Mutara
- Le secteur opérationnel de Rulindo

x

Butare

3. Le Secteur opérationnel de la ville de Kigali : créé en juin-juillet 1993 après la percée du FPR à travers les lignes des FAR suite à l'attaque surprise du 08 février 1993 (violation du cessez le feu), il est doté de deux bataillons organiques.

- Le Bataillon Cyangugu, dont les compagnies sont déployées à hauteur de Cyamutara
- Le Bataillon Huye, en zone de regroupement au Mont Kigali depuis juillet 1993.

Ces unités disposent de leur armement organique. Les réserves en munitions sont cependant à des niveaux très bas, ces dernières n'ayant pas été renouvelées après la trêve de février-mars 1993.

CASE No: ICR-98-04-T
 EXHIBIT No: P 525
 DATE ADMITTED: 06/09/2010
 TENDERED BY: PROSECUTOR
 NAME OF WITNESS: FAUSTIN
 NTILIKINA
 (DUNG5)

admitted as D-078 in Rwanda
 T. 22 Aug 2007. P 66-70

1432 (u)

Ce manque de munitions est d'ailleurs généralisé au sein de toutes les unités de l'armée dont les stocks n'ont plus été complétés depuis le cessez le feu du 31 juillet 1992 dans les perspectives d'un accord de paix et de la fin de la guerre. La situation « armement et munitions » est encore plus dramatique au niveau de la réserve générale de l'Armée (peloton Ordonnance de la BASE/AR), les gouvernements successifs ayant privilégié la négociation de l'arrêt des hostilités au recrutement et à l'équipement.

Dans le strict cadre de la coordination en cas d'opérations dans la Ville de Kigali, le commandant du secteur opérationnel de Kigali dispose de moyens de communication avec les commandants des principaux camps militaires situés dans sa zone de responsabilité.

En cas d'opérations dans la ville de Kigali, le commandant du secteur opérationnel de la ville de Kigali a la responsabilité d'organiser et de coordonner les opérations, ce qui suppose que les unités ainsi engagées passent au minimum sous son commandement opérationnel (un niveau de subordination).

✱

Dans Kigali comme dans tous les secteurs, il n'y a pas d'hierarchie entre les unités militaires et les dénommés « miliciens » qui dépendaient de différents partis politiques. Cette logique hiérarchique ne change pas après l'attentat contre l'avion présidentiel.

✱

- 4. Il n'y a pas de stock d'armes au Ministère de la défense. La grande unité logistique des FAR est la BASE AR ; elle dépend directement de l'EM AR.
- 5. En avril 1994, je connaissais le colonel Renzaho Tharcisse, comme Préfet de la Ville de Kigali. Son rang d'officier ne lui confère aucune prérogative spécifique au sein de l'Armée Rwandaise, et à aucun niveau de la hiérarchie décrite plus haut. Il n'a de rôle à jouer ni au sein de l'EM de l'Armée, ni au sein de l'EM du secteur opérationnel de Kigali, ni à l'égard des unités du secteur opérationnel.

Ce rapport entre le Préfet et la hiérarchie militaire de l'Armée ne changera pas après le 06 avril 1994. En aucun moment après la mort du président Habyarimana n'a eu à commander des unités opérationnelles, ni s'est retrouvé au sein d'un quelconque état major dans la hiérarchie des FAR.

- 6. Jusqu'en avril 1994, les rapports entre les forces de la MINUAR et l'EM de l'Armée étaient très bons. La manifestation de ces bonnes relations était la collaboration de l'EM pour la mise en place effective de la « Kigali Weapons safety area -KWSA». Des tournées des camps et des unités ont été effectuées par des délégations conjointes des représentants des FAR et de la MINUAR. A certains endroits, des vérifications ont été faites par des délégations de haut niveau, telle que celle du mont Kigali en début janvier 1994, où le G3 a accompagné le colonel Luc Marchal, commandant en second de la force de la MINUAR et commandant du contingent belge. En général la consigne de non circulation des troupes en armes a été respectée. Aucune friction majeure n'a été enregistrée à ma connaissance.
- 7. Déroulement des combats à Kigali à partir du 07 avril 1994 :

- a. Le 07 avril à 15 heures, le FPR sort de son cantonnement du CND et attaque le camp de la Garde Présidentiel. Simultanément ses éléments montés sur véhicules foncent sur le carrefour Chez Lando et dispersent dans la foulée le poste de gendarmerie de Remera. La MINUAR ouvre ses portes. Des éléments du Bataillon para commando dépêchés à Remera ne peuvent faire de contre attaque de nuit et se contentent de

P

143/bis

préparer l'attaque pour le lendemain. Ils se déploient à hauteur du Centre Christus en fin d'après-midi. Pendant toute la nuit, le FPR consolide ses positions sur l'alignement : Hôpital Roi Fayçal, Hôtel Meridien, Rond-point Kimihurura, CND, Chez Lando, lisière Nord du centre Christus, entrée ouest du Marché de Remera et le complexe MINUAR « stade et l'hôtel Amahoro ».

- b. A 17 heures, les renseignements en provenance de Kabuye font état de l'arrivée à ce centre paroissial de troupes FPR en provenance du Nord ; arrivés en tenue civile déguisés en déplacés de guerre, ces soldats prennent tenue militaire et armement dans les installations de la paroisse. Des éléments du bataillon Cyangugu dépêchés de Cyamutara (sur route de Byumba) n'arrivent qu'à la tombée de la nuit. Ils attendent le lever du jour pour tenter la contre-attaque. Le FPR lui, profite de la nuit pour ouvrir son couloir allant de Kabuye vers le CND en passant par le col de Kagugu (33), pendant qu'une colonne ininterrompue arrive du Nord. Le matin du 08 avril, la jonction est réalisée entre les troupes venant de la frontière ougandaise et les troupes du CND.

Pendant toute la nuit, le FPR visite les habitations autour du stade AMAHORO, enlève des personnalités probablement sur base de listes préétablies et tue.

- c. La journée du 08 avril, le FPR résiste aux tentatives de contre attaque à Kimihurura (bataillon Garde Présidentiel), au centre Christus de Remera (Bataillon Para cdo), à Kagugu (un élément du Bn Huyé) et à Kabuye (élément du Bn Cyangugu). Après l'échec des forces gouvernementales pendant les attaques de jour, le FPR profite de la nuit pour élargir la poche sur le marché de Remera, franchit la route Kimihurura-Kanombe à hauteur du carrefour « chez Lando », et grâce à des troupes venant du Nord, poussent sa ligne de contact aux portes du camp KACYIRU à l'aube du 09 avril. Les tirs mortiers s'intensifient sur les camps Kimihurura et Kacyiru.

Remarque :

- Le camp Kami est désormais isolé derrière les lignes ennemies (par rapport à la ville de Kigali) et se contente de défendre son camp tout en essayant de couper la longue ligne de communication du FPR, dans la même opération que le bataillon Huyé à hauteur de Kagugu (33).
 - De même Kigali ne peut compter sur les troupes du secteur opérationnel de Byumba, qui doit aussi penser à se dégager à défaut de pouvoir rétablir la liaison physique avec Kigali.
 - Le camp de réfugiés de Nyacyonga est attaqué, les réfugiés se dispersent en direction de Byumba, Kigali et les préfectures de Gitarama.
- d. A la date du 11 avril, les troupes FPR de Kabuye ont poussé vers Kigali, et atteignent déjà les dépôts de carburant de Gatsata. Les éléments de la gendarmerie de Jali (qui étaient déjà en première ligne depuis la percée du FPR par Kabuye) se voient coupés de Kigali par l'occupation de Gatsata et du carrefour routier de Karuruma (garage Mercedes). Le nœud routier de Nyabugogo (carrefour route Byumba et route Gitarama/Ruhengeri). Le gouvernement déménage vers Gitarama le 12 avril. A l'Est

de la capitale, la poche de Remera a atteint le carrefour « SONATUBES » de Kucukiro.

B. Les faits

- a. Dans ce déroulement des faits, force est de constater que le FPR a pris l'initiative des combats et a bénéficié de l'effet de surprise. Ses opérations semblent visiblement bien préparées. Pendant que le FPR marque ses premiers points, les FAR sont tétanisées. Elles touchent à tout sans rien approfondir. Faut de préparation à la guerre et surtout faute de moyens, elles ne peuvent faire autre chose que de tenter de colmater les brèches, tout en recherchant la relance des pourparlers pour une indispensable trêve. De bonne ou de mauvaise fois, le Général Dallaire semble les encourager dans ce sens.

Outre le manque criant de moyens logistiques et la dispersion du peu dont elles disposent au gré de l'assaillant, les FAR subissent les conséquences du chaos humanitaire qui règne à Kigali et dans le reste du pays. Certains militaires désertent le champ de bataille pour tenter de mettre les leurs à l'abri des combats et des massacres, ou quittent le front pour alimenter les pillards et les tueurs.

- b. Dans la ville de Kigali, les milices font la loi à l'intérieur des quartiers dès à matinée du 07 avril 1994. Elles tuent et elles pillent. Elles n'obéissent à aucune hiérarchie connue. Les unités de l'Armée et de la gendarmerie dont la plupart sont assiégées ou engagées ne peuvent intervenir restaurer l'autorité de l'Etat. Dans cette anarchie sans nom, les populations civiles sont inquiètes. Il y a d'abord les massacres interethniques, les règlements de compte, les assassinats politiques et les pillages. Il y aussi la vitesse à laquelle se propagent les combats et les méthodes du FPR qui massacre systématiquement les populations hutu dépassées par les combats et prend pour cibles de ses mortiers et de ses roquettes Katoucha les points de rassemblement des populations déplacées de guerre. Tout cela va augmenter la psychose des habitants de Kigali qui vont fuir tenter de fuir la ville. Et dans ce mouvement de panique et ces migrations, les malfaiteurs en profitent pour propager la haine et la vengeance. Personne n'est à l'abri dans ce chaos où le pouvoir est aux mains des voyous et des tueurs. Spécialement dans la ville de Kigali, l'afflux de déplacés de guerre rescapés des massacres de Nyacyonga vient comme un coup de massue sur la sécurité déjà précaire de la Ville. Ceux qui parviennent à rejoindre la Ville de Kigali après le démantèlement de leur camp le 09 avril vont prendre la « revanche » en alimentant volontiers les cohortes de tueurs et de pillards dans la ville de Kigali et dans les campagnes qu'ils vont sillonner vers l'intérieur du Pays. Les autorités de la préfecture, tout comme les autorités militaires ne disposent pas de moyens pour s'opposer à cette nouvelle menace.

- c. Dans ce conflit inter rwandais, la MINUAR marque visiblement de neutralité. Outre que le FPR est sorti du CND au su et au vu de la MINUAR sans la moindre opposition, les responsables de la MINUAR ont littéralement ouvert les portes de l'hôtel et du stade Amahoro aux soldats du FPR, installations supposées jouir d'un statut de neutralité. Le FPR effectue sans gêne des tirs contre des positions des FAR notamment à Remera et au centre Christus ; il s'agit aussi de l'un des endroits dans Kigali où le FPR a rassemblé le plus grand nombre de civils, qu'il va trier pour en éliminer plusieurs d'entre eux, souvent devant les

soldats de l'ONU. Le Général Dallaire a poussé sa partialité si loin qu'il a osé faire des contestations auprès de l'EM des FAR chaque fois que des éléments FAR ont tenté de riposter contre des tirs FPR en provenance de ce sanctuaire. De même la MINUAR a aidé activement à l'infiltration des éléments FPR vers des quartiers de la Ville ou à l'exfiltration des mêmes éléments vers leur cantonnement. Le cas le plus flagrant est bien sûr l'occupation de l'Hôtel Rebero l'Horizon qui, à part quelques mouvements du FPR audacieusement réussis pour renforcer cette position, a bénéficié presque entièrement de la logistique de la MINUAR en déplacement des troupes et en approvisionnement des matériels.

d. **Détermination du FPR pour arriver à ses fins.** Au lendemain de l'assassinat du Président Habyarimana, le commandement des FAR est complètement désorienté. La disparition simultanée du Président de la République et du Chef d'état major en l'absence à Kigali du Ministre de la Défense et des deux hauts responsables de la cellule des opérations (à savoir le G2 et le G3) augmente la confusion au sein du commandement. Les conseils des responsables de la MINUAR (notamment le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies et le Commandant de la Force) pour la recherche de la normalisation de la situation politique sont la seule référence pour la recherche des solutions à la crise. Personne ne pense alors à la guerre. Le FPR, qui a l'avantage de l'initiative et de la préparation d'une guerre pour une victoire totale ne l'entend pas de cette oreille. Il continue ses manœuvres guerrières malgré les nombreux appels lui lancés par les FAR par la voix de leur nouveau chef d'état major. Malgré l'intensité des hostilités, le général Gatsinzi, qui reprend le commandement des FAR dès le 07 avril au soir passera la majeure partie de son temps à la recherche du dialogue entre belligérants. Les propos et les conseils du Chef de la Force de la MINUAR l'y encouragent. A l'issue des premiers jours de combats, aucun responsable militaire des FAR ne pouvait faire le pronostic d'une possibilité de victoire militaire. Pour le commandement des FAR confronté à cette guerre à laquelle il n'est nullement préparé, au chaos politique et humanitaire qui règne dans le pays et aux désertions massives, une trêve suivie d'une reprise des pourparlers est la seule voie de sortie viable. Le FPR quant à lui, sûr de son plan de manœuvre et fort de son succès dès le premier jour, refusera toute solution susceptible de soulager la souffrance des populations. Il se tiendra obstinément à sa solution militaire, exploitera le chaos qu'il lui-même semé, et restera intransigeant jusqu'au bout.

9. **Attaque contre les camps de réfugiés.**

Dans sa campagne, le FPR vise les concentrations de populations civiles qu'il pilonne au mortier ou à la roquette quand il ne peut militairement pas y effectuer un raid. Cela fait partie de sa stratégie : terroriser les populations civiles pour les obliger à quitter son territoire tout en allant encombrer et peser économiquement lourd dans le camp adverse. A la reprise des hostilités en avril 1994, cette stratégie lui a donné un réel avantage quand il a pris pour cible le camp de Nyacyonga. Des milliers de gens affamés et aigris par quatre années d'errance et de misère ont littéralement envahi la ville de Kigali, en s'attaquant à tous ceux qui sont pourraient avoir une part de responsabilité dans leur sort.

Pendant toute sa campagne dans Kigali, le FPR n'a cessé de tirer sur les déplacés de guerre : il vise régulièrement le marché central de Kigali, le Centre hospitalier de Kigali, les quartiers

142860

populeux de Nyamirambo où se sont retranchés tous ceux qui ont fui les tirs directs visant le plateau central et le versant kiyovu et Rugenge. Mais le plus flagrant est la salve de bombe mortier lancées dans la foule de déplacés de l'Eglise Sainte Famille le 01 mai 1994. Plusieurs d'entre eux meurent, et il y a plusieurs blessés. Les protestations du commandement des FAR et de la MINUAR contre de tels actes ne changeront en rien.

De même, le 17 juin 1994, les éléments du FPR en provenance de Gisozi effectuent un raid sur le complexe saint Paul- Sainte Famille. Au cours de ce raid, les soldats du FPR réussissent sans encombre une opération de « libération » des déplacés de l'ethnie Tutsi, mais en profitent pour liquider sur place ou enlever ceux de l'ethnie hutu. Sur le chemin de retour, les soldats tuent tous ceux qu'ils croisent sur leur passage et éliminent même plusieurs de leurs otages.

Les dégâts sont constatés le lendemain par le commandant du secteur opérationnel de Kigali en présence du commandant du détachement du 61^e bataillon qui avait la charge défensive de ce sous-quartier, ainsi que le Père Munyeshaka, vicaire à l'Eglise Sainte Famille. Ils dénombrent plusieurs morts. Les blessés sont évacués au CICR à Kiyovu.

A ma connaissance, le Préfet Renzaho n'est pas intervenu à l'issue de ce raid, d'aucune manière que ce soit. Je ne sais pas s'il s'y est rendu après.

10. Dans ses discours, le Premier Ministre du Gouvernement intérimaire a appelé les Rwandais à la vigilance et à l'autodéfense. Il semblait tenter de mobiliser les Rwandais à résister contre les assaillants. Cet appel à la résistance n'a eu que des résultats dérisoires face à des soldats du FPR bien armés, plus ou moins formés militairement et encadrés.

Ces discours mobilisateurs du premier ministre n'ont rien à voir avec ce qui a été appelé avant la reprise des hostilités « les cellules d'auto-défense ». Cette notion apparaît en 1992 dans les communes de Murambi et Muvumba en préfecture de Byumba et en 1993 dans les communes de Mutura, Karago dans la préfecture de Gisenyi. L'idée (qui vient du gouvernement) est de mettre en place dans ces communes des patrouilles et des postes d'écoute composés à majorité des habitants de la commune, dans le but de contrer les incursions meurtrières du FPR dans la profondeur du dispositif des FAR.

Le courrier entre le Préfet Renzaho et le chef d'état major de l'armée datant du 31 mars 1994 suit cette dernière logique. Le commandement des FAR a des signaux que les accords d'Arusha risquent d'échouer et craint une reprise des combats dans lesquels le FPR engagerait son bataillon du CND et ses nombreux infiltrés. L'auto défense préconisée dans la note (issue d'une réunion des responsables militaires) se voulait être un outil de surveillance et d'alerte dans les quartiers de Kigali (à l'image des rondes nocturnes instaurées dans tout Kigali contre l'insécurité croissante dans les années 1991-1993). Pour en faire un outil efficace et discipliné, les militaires habitant dans ces quartiers allaient être impliqués en premier lieu. Les responsables préfectoraux allaient adjoindre à ces militaires professionnels des habitants identifiés comme disciplinés et de bonnes mœurs, pour constituer ces cellules d'auto-défense.

Cela n'a jamais été mis en place avant la date fatidique du 06 avril 1994.

Le commandant Bivamvagara vient à Kigali dans le cadre de l'encadrement et de la formation des recrues au profit de l'Armée. C'est suite à une décision gouvernementale de procéder au recrutement des militaires pour la guerre en cours. Toutes les autorités préfectorales sont appelées à procéder à ce recrutement (comme en tant normal). La différence avec le temps normal est que la formation ne se fait pas dans le centre d'instruction de Bugesera, mais qu'elle se fait par préfecture. Les autorités préfectorales ont la responsabilité d'identifier et de regrouper les volontaires qui sont ensuite pris en charge par le commandement de Place. Ces commandement reçoivent un renfort des officiers retraités pour superviser l'instruction. Cet officier est en renfort au commandement de Place, et dans ce cas, les relations avec le préfet ne seraient pas hiérarchiques mais de coordination.

Des préfectures comme Ruhengeri et Gisenyi ayant connu une stabilité suffisante ont pu former des milliers de recrues qui sont venues renforcer les bataillons à Kigali (mois de juin). Je ne peux pas dire que Kigali a pu arriver à ces résultats. De toute façon mon bataillon n'a pas reçu des soldats de Kigali Ville.

11. J'ai quitté la ville de Kigali le 04 juillet au soir. Toutes les issues de Kigali étaient fermées depuis le 01 juillet. Il fallu faire une opération de « rupture d'encercllement pour se dégager ».
12. Je suis passé devant les chambres du TPIR à deux reprises, dans les procès « militaire I » et « militaire II ». J'ai évoqué le nom de Renzaho dans le procès du Général e Kabilligi, au sujet d'une note émanant de l'EM au sujet de l'auto-défense civile.
Pas de contradiction.

Fait à Strasbourg
le 29 juillet 2007

NTILIKINA Faustin


